

**DEUXIEME SEMAINE :**

**Un espace de partage des expériences du quotidien entre citoyen-e-s, usager-e-s du service public et professionnel-le-s**

**Vendredi 11 : délire sécuritaire ? le toxicomane, le jeune et l'étranger chassés de l'espace public.**

Laurent Wicht, chargé d'enseignement, HETS-GE

Martine Baudin, coordinatrice Première Ligne

Alex Mumenthaler, Travailleur social hors murs (TSHM), FASe

Guillermo Montano, coordinateur, Maison Kultura

Noël Constant, Carrefour Rue

Thierry Apotheloz, conseiller administratif, Vernier

Animateur : Michel Schweri, président du comité de la Maison de quartier de la Jonction

(67 personnes présentes)

Introduction:

La notion de tolérance zéro n'existe pas dans le droit suisse !

La Jonction, il y a plusieurs années, était hors des murs de la Ville. Et la Ville renvoyait hors de ses murs les pauvres, les lépreux et tous les indésirables.

Laurent Wicht

La fonction de TSHM est une fonction jeune (1990), qui a émergé avec le sentiment d'insécurité.

Elle comporte un paradoxe en raison de la prescription qui lui est faite :

- accompagner les jeunes en difficulté, en précarité, prévenir les difficultés de ces jeunes
- les surveiller, pour empêcher les comportements déviants dans l'espace public (cette action ne relève pas du travail social)

C'est en dialoguant avec les acteurs importunés que commence le travail social.

A Genève il n'y a aucune recherche sociologique faite sur la politique sécuritaire (origine, application, effets). Les observations sont faites par les travailleurs sociaux qui sont sur le terrain.

Loïc Wacquant, en 2004 définit la montée du néolibéralisme comme une pratique gouvernementale et la consécration de la réussite individuelle.

Ceux qui ont échoué dans ce projet (réussite individuelle) sont ceux qui font l'objet d'une politique sécuritaire.

- Attaques frontales des incivilités en faisant fi de leurs causes
- Capacité renouvelée de la force publique à soumettre à la norme commune des populations dites « à problèmes »
- Discours alarmistes sur l'insécurité (médias/partis)
- Stigmatisation des jeunes, des toxicomanes, des étrangers, des sans abris
- Remplacement des visées de prévention, assistance, réinsertion par la répression
- Resserrement du filet policier, accélération des procédures judiciaires, accroissement de la population incarcérée

Deux visages aux politiques sécuritaires



- 1 -



- Multiplication des partenariats justice/police et autres services de l'Etat  
Les réseaux sécuritaires sont basés sur la peur.  
Ils ne posent jamais la question du vivre ensemble, de l'intégration sociale, à l'inverse de l'investissement que les travailleurs sociaux font des réseaux.
- Tolérance zéro  
Il faut réprimer durement et rapidement le moindre petit délit afin d'éviter l'explosion vers des crimes plus graves. C'est l'application stricte de la loi, sans aucun sens de la proportionnalité.  
A Genève, la gare et les scènes de la drogue en sont emblématiques.

Des sociologues se positionnent dans le débat, avec des phrases choc, comme :

« On passe d'un traitement social de la misère à un traitement pénal » (Wacquant, 2002)

« Passage d'une conception des populations en danger aux populations dangereuses » (Bonelli, 2004)

### 3 questions

Comment résister, comment les travailleurs sociaux peuvent-ils être aux côtés des démunis ?

Comment prendre en considération le sentiment d'insécurité qu'éprouve une partie de la population ?  
L'insécurité civile (avoir peur de se faire agresser) et l'insécurité sociale (avoir peur du lendemain, de la précarité) sont en corrélation.

Comment faire en sorte que les initiatives locales s'inscrivent dans une politique globale, alternative aux mesures sécuritaires ?

### **Présentation du film Open Speech 1 (Task force/social) de Glenn Benoudiz, travailleur social, Association Café Cornavin**

Mise en symétrie des réponses aux 8 questions suivantes de la parole de toxicomanes, subissant l'exclusion de l'espace gare et de sa périphérie et de celle d'un policier de la Task Force, qui applique cette politique d'exclusion.

1. quels sont les bienfaits de la Task Force, de nettoyer la gare Cornavin des scènes de la drogue ?

2. quels en sont les méfaits ?

3. est-ce que la police t'a apporté quelque chose ?

4. que souhaiterais tu leur dire ?

5. as-tu ressenti que tes droits ont été violés à un moment ou un autre ?

6. comment faudrait-il s'y prendre à la place de la police ?

7. que penses-tu leur apporter ?

8. dans tes rapports avec les travailleurs sociaux, les services sociaux, as-tu été confronté à quelques non sens ?

Table ronde

Est-ce une utopie d'avoir une politique sociale ?

*Martine Baudin, Première ligne*

L'association première ligne accueille les consommateurs de drogues.

Le nettoyage de la gare a posé la question de l'accès à nos structures (trop proches, géographiquement). La fréquentation a baissé. Nous nous demandons où sont ces personnes ? Quels risques elles prennent ?

Nos structures se sont pas toujours installées au plus près de ces personnes.

*Guillermo Montano, Maison Kultura*

Dénonçons d'abord l'idéologie sécuritaire.

Il y a un fondement à ce genre de pratiques. Le monde marche au mieux de ce qu'il peut. Des récalcitrants fonctionnent en marge. Il faut imaginer des mesures pour les recadrer.

En découlent des politiques, des mesures administratives.

L'ensemble de la société, et pas seulement la police, met ces pratiques en action.

Les mesures aggravent le problème.

L'initiative 18% (d'étrangers admis) avait été refusée par le peuple, mais la loi sur les étrangers, fondée sur cette même doctrine, propose aujourd'hui un asservissement des immigrés, un renforcement des mesures de contrainte, une criminalisation de la migration.

Cette loi prévoit une participation de la société civile à la répression de l'immigration.

*Noël Constant, Carrefour rue*

Je salue la présence d'un public si nombreux pour un débat si ardu.

Que ce soit à la gare ou dans d'autres zones, nous sommes confrontés à des difficultés énormes, et pas seulement pour les toxicomanes.

On a une tendance à évacuer ce qu'on ne veut pas voir. La gare fait figure de proue pour ce qui existe dans tous les quartiers.

Il y a 30 ans, des experts sont venus enlever les bancs à la gare, puis les douches, utilisées par les passants et les non-passants.

La gare est un territoire fédéral, on n'a pas pu intervenir en dépit de courriers et d'interventions d'avocats.

Les gares sont comme des autoroutes, où il faut circuler, et où il est permis de s'arrêter juste pour dépenser de l'argent.

On crée des espaces où on ne doit plus se poser, causer, vivre ensemble, regarder les autres passer.

Disparition progressive des espaces publics.

Pour les douches, on a été autorisé à installer des douches gratuites à 200 mètres,

La gare a ré-installé des douches, à 10.- la douche, 15.- à l'aéroport.

On éloigne ce qui dérange.

Le social n'arrive pas à avoir de projet. La police répond coup par coup.

Je me suis dit : pourquoi les toxicomanes sont là, au milieu de la ville ? au Molard, au jardin anglais, dans la vieille Ville ?

Ils ont besoin d'être là au milieu des autres, d'être vus, de rencontrer du monde.

On n'a pas répondu à leur besoin premier, affectif. Si on avait répondu à leur problème, si on avait compris leur souffrance, ils seraient partis loin de la ville..

On déplace le problème, sans le résoudre.

La société est en retard, incapable de dire « essayons de vivre ensemble quelque chose ».

Ils ont besoin d'être là, avec les autres, ils ont besoin de déranger pour exister.

*Alex Mumenthaler, TSHM dans une commune suburbaine du canton*

Les faits se passent dans une commune suburbaine.

15 jeunes se réunissent sur une place, assez éloignée des lieux d'habitation, font parfois du bruit, laissent traîner des papiers, des bouteilles.

Des habitants ont peur de passer sur cette place et informent la commune.

La commune demande aux TSHM d'intervenir. Les TSHM précisent que leur travail consiste non pas à maintenir l'ordre, mais à favoriser le lien social.

Ils rencontrent les jeunes en soirée, discutent. Les jeunes sont tous scolarisés, ils se réunissent là parce qu'il n'y a pas d'autre lieu sur la commune.

Ils continuent à se réunir.

La commune mandate le GPA. Dérapage, les gardiens lâchent les chiens sur les jeunes à plusieurs reprises.

Les jeunes se déplacent vers la place centrale du village, environnées de voisins.

Les voisins n'osent pas aller les rencontrer et les invectivent depuis les étages.

Ce qui incite une montée en puissance de la provocation de la part des jeunes..

La commune demande aux TSHM de venir gérer les débordements au milieu de la nuit, car les habitants n'osent pas appeler la police, par peur des représailles.

Les TSHM mènent des discussions avec les jeunes et avec le concierge, renforcent les collaboration avec le centre de loisirs, élaborent avec eux des projets d'été et de vacances Un bus itinérant est mis en place pour rencontrer les jeunes.

La commune refuse de communiquer les noms des plaignants, ce qui rend impossible de rencontrer les adultes pour négocier des attitudes et des réactions adéquates, constituer un groupe d'adultes identifiables qui posent des limites.

Les jeunes se sentent tout puissants face à ces peurs et démissions d'adultes.

Le niveau des provocations et des incivilités augmente (poubelles brûlées, possession des allées pour fumer, échauffourées avec le concierge).

Personne n'appelle la police sur le moment.

Une centaine de voisins signent une pétition.

La commune rencontre les pétitionnaires sans inviter les TSHM, puis les TSHM sans les pétitionnaires, refusant de transmettre les noms de ceux-ci, tout en demandant aux TSHM d'aller voir les jeunes, et de ramener les fauteurs de trouble lors d'une séance avec les pétitionnaires. Les TSHM demandent à pouvoir entendre préalablement les adultes, ce qui est refusé.

Les jeunes qui viennent à la séance ne sont pas les fauteurs de trouble, mais des jeunes qui ne veulent pas être confondus avec les autres.

Les autorités reprochent aux TSHM de ne pas avoir ramené les voyous, de ne pas être assez visibles sur la commune (12 heures hebdomadaires sont à disposition des TSHM sur cette commune, soit un 30%), de ne pas faire leur travail.

La commune décide de cesser de financer l'action des TSHM sur la commune (30%), dès janvier 2006, argumentant que les TSHM n'ont pas ramené l'ordre public, et ne prouvent donc pas leur utilité.

Sur une autre commune, suite à des actes délictueux, une autre pétition est signée.

La commune remet aux TSHM les noms des pétitionnaires...

Une autre collaboration s'engage, une autre possibilité d'intervention, pour désamorcer les conflits, à partir d'un travail avec les adultes, sur l'affirmation de l'ordre, la présence et l'ouverture et le dialogue.

*Thierry Apotheloz, conseiller administratif de la commune de Vernier*

Je n'assumerai pas les incohérences de mes collègues magistrats.

J'apporterai mon regard

Les travailleurs sociaux ont à faire de la politique sociale.

La commune a monté un dispositif d'action sociale pour 3 volets

1. ne pas tomber dans le piège de la pensée magique, où l'on pense que les travailleurs sociaux peuvent tout résoudre. Chacun a sa place et sa responsabilité qu'il convient de respecter
2. piège des bonnes consciences : ne pas aller vers la facilité. Non à la tolérance zéro, un concept qui n'a pas donné ses preuves, au contraire. Elle fragilise les personnes fragiles de notre société. Le programme de sa législature se résume autour de Prévention, Participation et Proximité.
  - a. Prévention :
    - i. Instauration des bus scolaires accompagnés par des moniteurs formés. Le bilan est positif selon les enfants, les familles et les enseignants
    - ii. Contrat de quartier, annoncé par la police, pour les Palettes et le Lignon, sur les modèles de Quimper et Offenburg. Mais ce n'est pas un contrat sécuritaire, comme parfois ailleurs)
    - iii. Assises des Libellules, création d'un groupe de travail, réunissant des habitants qui ont formulé 6 projets d'action, en collaboration avec les TSHM et différents partenaires (DAEL, propriétaires des immeubles)
  - b. Participation : des habitants dans les actions que nous menons
  - c. Proximité : permettre aux citoyens de venir rencontrer le maire un samedi matin par mois, un espace où ils peuvent notamment partager leur sentiment d'insécurité

### *Noël Constant*

Le travail social est passif, il n'est pas innovateur. Il faut créer, renouveler, faire.

Le travail social doit être un bouillon de culture. La politique nous suit. Nous sommes le premier bras dans la société entre une société qui demande et a besoin d'aide, et un niveau politique qui attend des réponses.

Le social pense, se pose des questions, mais n'agit pas.

Il faut refaire le monde tout le temps.

Je suis surpris par la passivité de tous ces organismes sociaux qui attendent que les gens à la dérive viennent vers eux.

Il faut faire des choses, remuer le popotin de cette société qui a froid, qui a peur.

Le travailleur social est un aventurier, qui doit inventer tout le temps.

Il n'y a pas à attendre l'aval de l'Etat.

Le social, il faut arrêter de se pavaner de théories, il faut faire, agir, inventer.

Ne poussons plus nos théoriciens à faire des études. Il faut vivre ensemble le plus possible, et découvrir d'autres formes de vie.

L'argent n'est rien. Le capital humain, c'est nous.

- La vraie démocratie locale, quand est-ce qu'elle existe ?

Quand les projets de proximité passeront la rampe vraiment, pas seulement comme effets de manche électoraliste !

- On est embarqué dans une petite dérive, Depuis 88, j'étais éducatrice de rue, puis TSHM.

On m'a assignée au rôle de « médiatrice » il y a quelques jours.

Il faut choisir notre camp !

- D'où vient le sentiment d'insécurité ?

→ *Martine Baudin* : refouler des toxicomanes vers d'autres lieux touche aux représentations. Il faut expliquer que consommer à moindre risque permet d'évoluer vers une sortie éventuelle de la drogue, alors que les représentations du public enferme les drogués dans une absence totale de perspective.

Nous travaillons à changer les représentations : ce travail a pu se faire avec des voisins de notre structure qui en sont venu à discuter avec les toxicomanes, à leur serrer la main. Nous avons aussi à faire évoluer les représentations des professionnels.

### *Noël Constant*

Le déplacement des populations ne résoud pas le problème, on le repousse un peu plus loin.

Dans notre société, on a peur. Des enfants mendient en face du poste de police et personne ne leur dit rien, alors qu'ils devraient être à l'école.

On vit cette contradiction : d'un côté, on ne dit rien, de l'autre on réprime et refoule, sans résoudre le problème.

Maintenant, le problème est au parc des Eaux Vives. On nous demande de suivre, avec nos structures d'accueil.

Ce sont des blessures pour ces gens pris au piège de leurs problèmes de toxicomanie.

Le social est absent. Il n'y a pas eu d'opposition contre le nettoyage de la gare et le déploiement de la Task force.

On va s'habituer à ne plus voir celui qui ne va pas bien, et accepter l'exclusion.

### *Guillermo Montano*

Il y a beaucoup de choses qui ne vont pas, et le sécuritaire n'intervient pas, comme les crimes des « cols blancs », les détournements d'argent, ...

Le sécuritaire s'acharne sur certaines populations.

Nos sociétés sont construites sur ce paradigme : nous sommes différents.

Mais nous ne nous donnons pas le moyens de nous connaître.

La peur s'installe.

La différence est concentrée sur l'image de l'étranger.

Nous avons à comprendre nos situations, nous rencontrer en tant qu'êtres humains.

### *Alex Mumenthaler*

Manque de citoyenneté et de solidarité envers le jeune que l'on ne connaît pas et qui est le fils du voisin.

Quand on a pu contacter les adultes et les inviter à saluer les jeunes dont ils ont peur, le sentiment d'insécurité a baissé. La société est malade du manque de communication.

### *Thierry Apotheloz*

Le chômage, les difficultés de vie conduisent au repli sur soi.

La commune de Vernier a eu la volonté de travailler avec les habitants, pour les instruire,

Le contrat de quartier fait partie de cette démarche : mettre les habitants ensemble pour leur permettre d'avoir une vision générale du projet, les rendre responsables du contrat de quartier pour le porter au-delà des changements de municipalité. Ces projets doivent aussi avoir un budget afin de pouvoir se réaliser.

La médiation ne correspond pas au contrat passé avec la FASE. La médiation est un des outils utilisé par les TSHM, mais ce ne sont pas des médiateurs.

Au niveau du sens, on ne nomme pas les choses n'importe comment.

Le glissement entre éducateur de rue, un travailleur social hors murs et un médiateur est à clarifier par la FASE.

- La loi sur l'asile conduit à l'expulsion des requérants vers l'extérieur de la ville (aéroport).

Requérants, toxicomanes, jeunes... autant de populations mises à ban.

Les travailleurs sociaux sont pris dans les paradoxes dans leurs institutions.

Ces Assises sont l'occasion de sortir des institutions pour réfléchir.

- Les travailleurs sociaux sont des décrypteurs de problématiques (manque d'avenir, manque de logements, manque de ressources..

- La situation est paradoxale : il faut des travailleurs sociaux pour s'occuper des exclus toujours plus nombreux et la société continue à produire toujours plus d'exclus.

Faut-il de plus en plus de travailleurs sociaux pour traiter de plus en plus d'exclus ?

Peut-on vivre autre chose qu'une spirale ?

- Des possibilités d'agir à la marge, dans des interstices d'intégration, de solutions, ont disparu. C'est vrai pour l'emploi, la toxicomanie, ...

Un juge des enfants à dit en France : « parfois, nous sommes le dernier contact avec la société d'adultes ».

Le policier dans le film dit des choses semblables, comme s'il représente encore un contact avec le monde des adultes, même si l'on peut espérer que des travailleurs sociaux investissent aussi ces contacts.

Dans les médias, la violence se vend bien, assure un bon audimat et valide le délire sécuritaire. Les cause de la précarité comme le job que l'on peut perdre à tout moment ne font pas, elles, les manchettes.

En déléguant aux travailleurs sociaux de faire les liens avec les exclus, la société propose une stratégie d'évitement, où les citoyens n'ont plus à jouer ce rôle.

- Genève aseptise la marge, élargit sa zone d'exclusion avec les squatters (comme lorsqu'elle ferme le Rhino), les immigrés, les jeunes qui ont manifesté lors du G8, etc.

La citoyenneté est en danger.

### *Glenn Benoudiz*

Heureusement, les personnes ont des sentiments antagonistes.

Se sentant menacées, elles peuvent aussi être sensibles à ce qu'elles voient.

Il y a des initiatives qui ont mobilisé des personnes pour ne pas laisser faire, ne pas laisser la police chasser les toxicomanes... il faut aussi le souligner.

- On a fait plein de constats, ce soir.

La ville demande aux TSHM de gérer, de faire les pompiers... on ne nous demande pas d'être créatifs, inventifs !

Je n'ai entendu personne nous donner des pistes pour le futur.

Qu'est-ce qui nous permet d'innover, ne pas être des contrôleurs sociaux, des agents de l'Etat ?

- Les Assises du social sont un moment de collectivisation de ces problématiques, un premier pas vers des solutions.

### *Tour de table pour conclure*

Martine Baudin, Première ligne

On essaie d'innover, on n'est pas immobile, parmi les travailleurs sociaux et le grand public.

Nous avons à communiquer davantage, toucher un plus large public pour atténuer les méfiances et les peurs.

Nous avons des prises de position, nous travaillons sur des visions différentes, nous tentons de trouver des solutions ensemble pour sortir du débat contradictoire (incompatibilité entre ordre public et santé publique)

*Noël Constant*

On est cloisonné, dans nos services et nos secteurs. Je crois que le social est le lien le plus important entre les politiques, les habitants, les quartiers.

Le social a une priorité. Il doit être là, il doit être créatif.

Le quartier bouge. Seul le social peut dire ce qu'il faudrait faire. C'est un plus.

Parfois le social a peur, a froid.

On a une vie à partager, on est des ouvreurs de porte, il faut briser les chaînes qui entravent nos relations avec les quartiers, la police, la politique. On a une voie prioritaire, il faut dénoncer, bouger, beaucoup plus dire

Ce soir, c'est la somme de nous tous qui fait qu'on avance.

Il ne faut pas déprimer, le monde déprime assez. On est là pour montrer qu'il y a de l'aventure.

*Laurent Wicht*

Il y a des gens qui agitent l'insécurité de manière électoraliste

Comment ne pas être électeur du front national ? et être écouté par d'autres personnes que la police qui actionnera des discours sécuritaires ?

Le travailleur social doit choisir son camp, celui de ceux qui souffrent. Et les personnes souffrant d'insécurité devraient aussi choisir le camps des exclus, des marginaux, en les soutenant.

*Alex Mumenthaler :*

On devrait reprendre la main sur nos institutions, créer des associations, y intégrer les usagers. Et lutter contre les velléités sécuritaires de certaines communes.

*Guillermo Montano*

Apprenons à travailler avec la société civile, pas pour, mais avec.

La société civile, comme la Maison Kultura, souhaite travailler avec les travailleurs sociaux.

*Thierry Apotheloz*

Avoir un social qui mobilise, responsabilise, concrétise

Des actions, il y en a.

Qu'est-ce que fait le travailleur social des compétences qu'il met pour l'autre ? comment les communiquer ? leur donner visibilité ?

Un enjeu de la profession : c'est comment rendre visible votre travail, sans laisser des politiques en faire une politique sécuritaire.

Il est nécessaire de soutenir les travailleurs sociaux parlementaires.

Donnons des exemples concrets aux politiques pour leur permettre des choix plus ajustés.